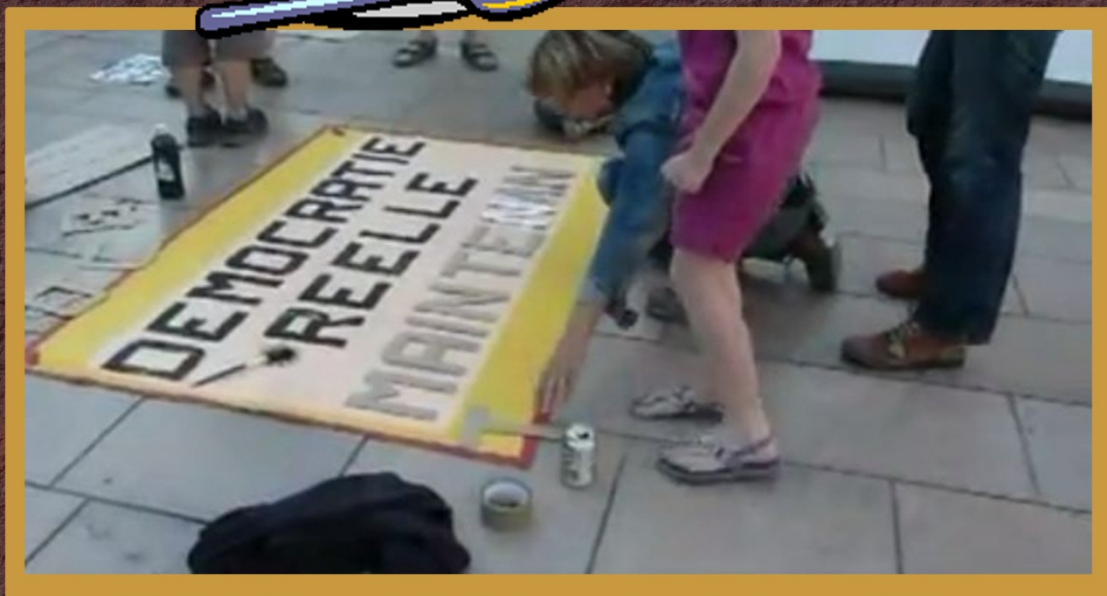


guerre / conflit / sécurité
Ecole de la paix
vivre ensemble
formation / recherche / solidarité / terrain

avec André BURNET



Mardi 13 Décembre 2011
de 18H00 à 20h00

La DEMOCRATIE en CRISE

7 rue Très-Cloîtres 38000 Grenoble

ecole@ecoledelapaix.org

tel : 04 76 63 41 81

bruno.rawinski@laposte.net

La démocratie¹²

La démocratie en crise: "Les indignés" nous interpellent: y a-t-il un épuisement de la démocratie, entendue pas simplement comme processus électoral mais comme instrument de la liberté et de l'égalité des citoyens? A l'ère de la mondialisation et de l'individualisme comment la société peut-elle se réapproprier son monde, sauver les procédures collectives de la construction de son avenir selon un idéal d'équité ?

I) Vidéos

a) le mouvement des indignés est un symptôme de pathologie sociale il se traduit par un comportement de sortie du politique, de défiance et de sourde résignation. Si pour certains ce mouvement occupe l'espace public plus que ne le permet son importance. Rien n'indique qu'il ne débouchera pas sur 2 principes de violence : le ressentiment et l'humiliation.

b) extraits débat Negri, Manent, Rosanvallon 2009

¹ Précision de vocabulaire :

Démocratie :

1. Doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens.
2. Organisation politique (souvent la république) dans laquelle les citoyens exercent cette souveraineté.
3. État pourvu d'institutions démocratiques ; État organisé selon les principes de la démocratie.

Démocratique :

1. Qui appartient à la démocratie (doctrine ou organisation politique) : *Principes, théories démocratiques. Institutions démocratiques. Régime démocratique.*
2. Qui est conforme à la démocratie : *Esprit démocratique. Loi démocratique*

² Champ conceptuel selon Claude Lefort

Le concept de communauté

C'est une question de savoir s'il peut s'instituer une communauté mondiale et si, comme certains l'imaginent, la démocratie ne peut s'accomplir qu'à cette condition. Mais l'interrogation a d'autant plus de poids qu'on observe le processus continu d'homogénéisation auquel la grande industrie soumet les nations les plus riches et les plus puissantes qui se targuent volontiers d'avoir avancé au plus loin dans la voie de la démocratie....

Le concept d'égalité

Affirmerait-on qu'il y a des inégalités ineffaçables, il resterait que la démocratie tend à une égalisation qu'elle revendique d'ailleurs en théorie. Tocqueville jugeait qu'elle était dans son essence instauration d'une égalité des conditions....

Concept d'autonomie

La démocratie, en théorie, implique— quel que soit le cadre dans lequel elle s'institue — que le groupe ait le pouvoir de se déterminer par soi et qu'il n'obéisse qu'à ses propres normes. Elle implique aussi que l'individu vive les normes du groupe comme ses propres normes....

Le concept de participation

En admettant même que chacun dispose des mêmes informations et du même pouvoir de décision, les conditions d'une vie démocratique ne seraient pas remplies si les individus ne faisaient pas usage de leurs droits, c'est-à-dire s'il n'y avait pas participation effective aux décisions et aux tâches.

Le concept de mobilité

Là où les hommes sont enfermés dans les limites d'un statut et d'une fonction, sans chance raisonnable d'y échapper, là où leurs mouvements sont entravés par des contraintes juridiques ou de fait qui les empêchent d'abandonner leur territoire ou leur lieu de travail, la démocratie connaît une restriction essentielle ...

Le concept de conflit

Tout système totalitaire prétend ignorer le conflit et plus généralement imposer à toutes les activités sociales un dénominateur commun. Ne peut-on dire que la démocratie se caractérise à l'inverse par son intention d'affronter l'hétérogénéité des valeurs, des comportements et des désirs, et de faire des conflits un moteur de croissance ?

Définition :

« Est démocratique, une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêt et qui se fixe comme modalité, d'associer à parts égales, chaque citoyen dans l'expression de ces contradictions, l'analyse de ces contradictions et la mise en délibération de ces contradictions, en vue d'arriver à un arbitrage» [Ricoeur

II) pathologies de la démocratie

a) L'abstraction des questions d'intérêt général fait le lit de l'élite oligarchique

Certes, l'électeur a, en matière de politique générale, ses formules toutes faites et ses aspirations et ses rêves éveillés et ses bougonnements ; il a surtout ses sympathies et ses antipathies. Cependant le total de ces éléments ne dégage pas habituellement ce que nous appelons une volonté, c'est-à-dire la contrepartie psychique d'une action responsable, visant des objectifs précis. En fait, il n'existe, au regard du particulier qui médite sur les affaires nationales, ni champ d'action pour une telle volonté, ni tâche à laquelle elle puisse se vouer. Le citoyen est membre d'une commission incapable de fonctionner, la commission constituée par le peuple entier, et c'est pourquoi il consacre moins d'effort discipliné à maîtriser un problème politique qu'il n'en dépense au cours d'une partie de bridge (1) ou de belote. L'affaiblissement du sens des responsabilités et l'absence de volitions effectives expliquent à leur tour cette ignorance du citoyen moyen et son défaut de jugement en matières de politique intérieure et extérieure, qui sont beaucoup plus choquants, pour ne pas dire plus, dans le cas des personnes ayant fait des études et de celles qui réussissent dans une carrière non-politique que dans celui des personnes peu instruites et d'humble condition, Ces privilèges disposent d'une information abondante et facilement accessible(..)

Or, une telle dégradation intellectuelle entraîne deux conséquences déplorables.

En premier lieu, même s'il ne se trouvait pas de partis politiques pour l'influencer, le citoyen typique tendrait, en matière d'affaires publiques, à céder à des préjugés et impulsions extra rationnels ou irrationnels. (..)En second lieu, plus le rôle de l'élément logique est faible dans la formation de l'opinion publique, plus la critique rationnelle et l'influence rationalisatrice de l'expérience y brillent par leur absence- et plus s'accroît la facilité avec laquelle les groupes peuvent la mobiliser pour leurs desseins. De tels groupes peuvent consister en politiciens professionnels ou en défenseurs d'intérêts économiques ou idéalistes de tout poil ou tout bonnement, en personnes se plaisant à mettre en scènes des spectacles politiques, puis à tirer les ficelles dans les coulisses.

¹(1) Il est expédient pour clarifier ce point, de nous demander pourquoi il se dépense tellement davantage d'intelligence et de bon sens autour d'une table de bridge que, disons, au cours d'une discussion politique entre non politiciens. A la table de bridge, nous avons une tâche précise, nous avons à respecter des règles de discipline ; le succès et l'échec sont nettement définis ; et nous sommes empêchés d'agir à l'aveuglette par le fait que chaque faute commise par nous, non seulement sautera immédiatement aux yeux, mais encore nous sera immédiatement imputée. Ces conditions, du fait même qu'elles n'accompagnent pas le comportement politique du citoyen normal, expliquent les raisons qui l'empêchent de faire preuve en politique d'autant de vigilance et de jugement que dans son activité personnelle,

Schumpeter *socialisme capitalisme et démocratie* p357-358

b) manipulation de l'espace public : La rhétorique plébiscitaire des politiques obstrue la rhétorique délibérative³

³ Dans le sillage d'Habermas **la démocratie délibérative** renvoie à un idéal de gouvernement dans lequel la légitimité d'une décision repose, au-delà de l'élection, sur l'existence d'une discussion préalable, à laquelle devraient pouvoir participer tous ceux que la décision concerne.

« Cette conception discursive de la Démocratie repose sur la mobilisation collective et l'utilisation de la force productive que constitue la communication. Dans ce cas, il faut cependant démontrer d'une part que les questions sociales controversées peuvent être réglées généralement de façon rationnelle, c'est-à-dire dans l'intérêt commun des personnes concernées ; d'autre part, il faut expliquer pourquoi le médium de l'argumentation et de la

Il existe bien des formes et manifestations différentes de la rhétorique plébiscitaire, mais je choisirai deux exemples qui sont bien documentés dans la littérature sur la formation de l'opinion publique. Le premier est l'opportunisme démagogique (*pandering*), le second le phénomène connu en psychologie cognitive sous le nom d'amorçage (*priming*). Les politiciens opportunistes ne recherchent pas la vérité, ils ne cherchent même pas à convaincre, ils essaient simplement d'adapter leurs déclarations aux préférences préalables des électeurs. Le phénomène est largement répandu. Les politiciens ont recours aux sondages pour connaître l'opinion de l'électeur moyen et formater leur message en fonction de cet électeur, avec comme intérêt essentiel de se faire réélire. (...)

Il est vrai qu'en démocratie, les politiciens ne font souvent même pas l'effort d'essayer de dialoguer avec et de convaincre leur public, mais ils sont certainement soucieux d'influencer les électeurs ou de modifier leur opinion. La technique la plus courante est connue sous le nom d'amorçage, et elle consiste entre autres à « mettre en relief certaines questions en leur accordant plus d'espace dans le discours, avec l'objectif d'induire les électeurs à se concentrer sur ces questions au moment de choisir entre les candidats. [...] Un élément essentiel de la stratégie d'amorçage consiste à utiliser les sondages d'opinion pour identifier des thèmes les plus faciles à exploiter lors d'une campagne» « Les présidents et les législateurs scrutent minutieusement l'humeur de l'opinion publique afin d'identifier les mots, les arguments et les symboles que sont les plus à même de susciter une couverture de presse favorable et de leur permettre de "conquérir" le soutien du public pour les politiques qu'ils désirent mettre en oeuvre ⁵⁰. » Armé des outils les plus récents de la recherche psychosociologique, les politiciens peuvent « repérer les mots ou les formules qui évoquent des sentiments et des pensées spécifiques et mesurer l'intensité de ces réactions ⁵¹ ».

S Chambers professeure de science politique à l'université de Toronto publié dans *Raisons politiques* 2011

III) remèdes

a) redonner sa puissance au discours sur l'égalité : importance du service public pour un épanouissement juste des individus

C'est bien lorsque la puissance publique garantit l'égalité des droits, diffuse la formation et la compétence, généralise les moyens de l'anti-pouvoir, que la circulation des individus se généralise ; c'est à cette condition que le jeu s'élargit à tous, que des poches d'immobilité sont incapables de se constituer sous l'effet des rapports de dépendance, et que l'ensemble acquiert la dynamique maximale qui est le sens du progrès (...)

L'abaissement des barrières juridiques entre les individus ne suffit pas, à lui seul, à maximiser le degré de complexité des sociétés modernes progressives pour au moins deux raisons solidaires l'une de l'autre : les partenaires « égaux en droit » ne disposent pas de moyens équivalents de mobilité et cette inégalité de moyens réintroduit des rapports immobiles, un grand nombre d'individus manquant de ressources pour circuler effectivement, et se trouvant ainsi prisonniers à la fois géographiquement et professionnellement de leur lieu d'origine. Sur ce premier facteur vient s'en greffer un second : ce différentiel de ressources et

négociation publiques se prête à une telle forme rationnelle de formation de la volonté. Sinon, il faudrait donner raison au modèle libéral, dans sa prémisse selon laquelle le *compromis* entre des intérêts irréductiblement en conflit n'est rien d'autre que le résultat d'une lutte menée dans une perspective stratégique. *Habermas l'espace public 30 ans après p180* Quand l'opinion publique est assujettie par des groupes d'intérêts qui utilisent la technique publicitaire au service privé de leur pouvoir elle perd sa fonction critique.

⁴ LR Jacobs et R Y Shapiro Politicians don't Panter : Polical Manipulation and the Loss of Democratic Responsiveness 2000

de mobilité permet des rapports inégaux de dépendance qui amoindrissent la mobilité d'ensemble parce qu'il permet à ceux qui disposent d'un avantage initial de l'emporter « sans effort ». La société moderne et complexe ne peut donc fonctionner comme une société progressive – une société qui ne se fige pas sur les avantages acquis – que grâce à une vigoureuse sphère publique intervenant pour créer les conditions d'une circulation maximale et soutenant cette circulation par des règles qui interdisent à quiconque de profiter d'un avantage hérité, d'une position de force, d'une situation de monopole. (...)

Ce qui caractérise la crise de la politique⁵, ce n'est pas que, en tant que discours, elle est infidèle à la réalité sociale, mais que, en tant que pratique, elle est infidèle à son propre discours. La crise de la démocratie vient de ce que, désormais, les réflexions sur l'effectivité de l'égalité de tous les citoyens ne sont plus que des mots vides, comme s'il était entendu que le discours n'est qu'un discours et qu'il n'a pas vocation à orienter la transformation de la réalité.

Jean-Fabien Spitz « la culture politique républicaine en question Pierre Rosanvallon et la critique du jacobisme français »

b) Redonner sa vitalité aux institutions de proximité : importance des communes pour la culture démocratique :

1) Parmi toutes les libertés, celle des communes, qui s'établit si difficilement, est aussi la plus exposée aux invasions du pouvoir. Livrées à elles-mêmes, les institutions communales ne sauraient guère lutter contre un gouvernement entreprenant et fort; pour se défendre avec succès, il faut qu'elles aient pris tous leurs développements et qu'elles se soient mêlées aux idées et aux habitudes nationales. Ainsi, tant que la liberté communale n'est pas entrée dans les mœurs, il est facile de la détruire, et elle ne peut entrer dans les mœurs qu'après avoir longtemps subsisté dans les lois.(...)

C'est pourtant dans la commune que réside la force des peuples libres. Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple ; elles lui en font goûter l'usage paisible et l'habituent à s'en servir. Sans institutions communales une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté. Des passions passagères, des intérêts d'un moment, le hasard des circonstances, peuvent lui donner les formes extérieures de l'indépendance ; mais le despotisme refoulé dans l'intérieur du corps social reparait tôt ou tard à la surface.

Tocqueville *De la démocratie en Amérique* Ière partie chapitre 5 p 65

2) « Toute fonction qui **peut** être assumée par l'inférieur, **doit** être exercée par l'inférieur, à peine de dommage pour l'ensemble tout entier. Car il y a plus de perfection dans un ensemble dont toutes les parties sont pleines de vie et d'initiative que dans un ensemble dont les parties ne sont que des instruments traversés par l'initiative des organes supérieurs de la communauté ».

(Yves Simon: "Notes sur le fédéralisme proudhonien", Esprit, 1er avril 1937, page 62-63)

IV) crise de la démocratie liée à la finance

a) L'aliénation à l'autorégulation des marchés

⁵ L'auteur oppose à Rosanvallon(2004) qui critique l'abstraction égalitaire qui « implique de considérer les hommes dépouillés de leurs déterminations particulières » la position de Célestin Bouglé(1899) pour qui l'égalité proclamée dans le discours doit servir à faire avancer l'égalité dans les faits.

Le rapide aperçu que nous venons de donner du système économique et des marchés, pris séparément, montre que, jusqu'à notre époque, les marchés n'ont jamais été que des éléments secondaires de la vie économique.

En fait, réglementation et marchés grandissaient ensemble. Le marché autorégulateur était inconnu : l'apparition de l'idée d'autorégulation représenta en vérité un renversement complet de la tendance qui était alors celle du développement. C'est seulement à la lumière de ces faits que l'on peut vraiment comprendre les hypothèses extraordinaires sur lesquelles repose une économie de marché.

Celle-ci est un système économique commandé, régulé et orienté par les seuls marchés ; la tâche d'assurer l'ordre dans la production et la distribution des biens est confiée à ce mécanisme autorégulateur. On s'attend que les humains se comportent de façon à gagner le plus d'argent possible : telle est l'origine d'une économie de ce type. Elle suppose des marchés sur lesquels l'offre des biens (y compris les services) disponibles à un prix donné sera égale à la demande au même prix. Elle suppose la présence de la monnaie, qui fonctionne comme pouvoir d'achat entre les mains de ses possesseurs. La production [103] sera donc commandée par les prix, car c'est des prix que dépendent les profits de ceux qui orientent la production; et la distribution des biens dépendra elle aussi des prix, car les prix forment les revenus, et c'est grâce à ces revenus que les biens produits sont distribués entre les membres de la société. Ces hypothèses étant admises, la production et distribution des biens sont assurées par les seuls prix. (...)

Suit un autre groupe de conditions supposées, qui concerne l'État et sa politique. On ne doit rien permettre qui empêche la formation des marchés, et il ne faut pas permettre que les revenus se forment autrement que par la vente. De même, l'ajustement des prix aux changements de la situation du marché ne doit faire l'objet d'aucune intervention — que ces prix soient ceux des biens, du travail, de la terre ou de la monnaie. Il convient donc, non seulement qu'il y ait des marchés pour tous les éléments de l'industrie, mais qu'aucune mesure ou politique ne soit autorisée qui puisse influencer le fonctionnement de ces marchés. Il ne faut fixer ou réglementer [104] ni le prix, ni l'offre, ni la demande. Seules conviennent les politiques et les mesures qui contribuent à assurer l'autorégulation du marché en créant des conditions qui fassent du marché le seul pouvoir organisateur en matière économique.

"Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert."
Karl Polyanyi *la grande transformation* 1944

b) l'effet pervers de la déteriorisation mondiale

La mondialisation intervient donc comme un processus d'élargissement de l'espace de référence dans lequel les acteurs sociaux s'insèrent. Ainsi, en l'espace de dix ans, par exemple, l'espace de référence des entreprises françaises s'est déplacé de l'Europe vers le monde. En dix ans, le fait de s'europaniser s'est trouvé dépassé par la nécessité de se mondialiser. Mais ce qui illustre le mieux la disjonction entre l'espace et le temps, c'est le fameux exemple des fonds de pensions. Par leur entremise, des retraités californiens peuvent influencer l'emploi à Argenton. Or, les raisons qui poussent par exemple un fonds de pension à se retirer d'une entreprise ne seront que très rarement liées au contexte particulier de l'usine d'Argenton. Si nous insistons sur cette notion de disjonction entre l'espace et le temps, c'est précisément parce qu'elle crée un sentiment de dépossession : dépossession des ouvriers et employés d'une usine qui se trouvent licenciés même s'ils n'ont pas démérité ; dépossession des acteurs politiques qui ne peuvent guère interdire de telles stratégies. Or, même si ce débat n'a a priori rien à voir avec la démocratie, la corrélation est, dans les faits, beaucoup plus forte qu'il n'y

paraît. La dépossession ou le sentiment de dépossession face au changement économique altère la confiance dans les systèmes démocratiques qui fonctionnent sur des bases territoriales nationales. Comme le rappelle fort justement Ian Shapiro, la légitimité de la démocratie s'atrophie si l'amélioration des conditions dans lesquelles on la sollicite n'est pas au rendez-vous¹

Zaki Laidi *Mondialisation et démocratie*2001.

IV) Le manque de démocratie dans la gestion libérale de l'Europe .

Anatole : Mettre des technocrates à la tête de gouvernements (Grèce, Italie) est-ce une 2eme mort du politique (recul des démocraties), après la victoire de l'économique sur le politique (recul des souverainetés) ?

Bertrand Badie : C'est incontestablement une régression voulue et ressentie du politique face à l'économique. Mais d'un certain point de vue, c'est plus encore : c'est une dévalorisation explicite du jeu démocratique. Plusieurs responsables européens ayant rappelé, notamment à propos de la situation en Grèce ou en Italie, que les réformes comptaient plus que les élections. Au-delà encore, les événements grecs et italiens ont authentifié la victoire de l'expert sur l'homme politique, et ont mis au moins implicitement la responsabilité de la crise sur l'incompétence du personnel politique. C'était peut-être oublier bien vite que les nouveaux dirigeants grecs et italiens étaient tous issus, soit de la Commission européenne, soit de la Banque centrale, soit du FMI, et qu'ils y avaient exercé des fonctions importantes à l'époque même où se mettaient en place les schémas ultra-libéraux qui ont contribué à forger la crise d'aujourd'hui. Peut-être est-ce là l'amorce d'une sorte de recyclage des modèles libéraux que l'on essaie de voiler à travers une rhétorique discrètement régulationniste qui sera à nouveau issue d'un jeu d'élites, et non plus du suffrage populaire.

Canopus : L'Europe risque-t-elle d'imploser, faute de légitimité démocratique ?

Bertrand Badie : Il est vrai que le déficit démocratique contribue à une dérive grave de l'Europe. Celle-ci s'exprime à travers ce fossé croissant qui, comme je le disais plus haut, sépare de plus en plus les sociétés des structures de gouvernement. Mais en même temps, cette crise de la démocratie européenne dérive d'un défaut évident d'intégration politique : en créant une monnaie commune, l'Europe avait mis la barre très haut ; elle aurait dû, pour accompagner cette monnaie nouvelle, accélérer les processus d'intégration politique, liant ainsi la défense de la monnaie à une politique démocratiquement définie. L'impasse dans laquelle se trouve l'intégration politique, les blocages institutionnels qui l'accompagnent, les malentendus qui ont accompagné la mise en place du traité de Lisbonne, ont non seulement éloigné l'opinion des institutions, mais ont encouragé des formes implicites, infra-institutionnelles, d'intervention politique qui rendent les choix opérés au sein de l'Union moins démocratiques que l'opinion aurait pu l'espérer. D'où cette défiance
L'histoire moderne de l'homme politique est finie LEMONDE.FR | 23.11.11